

## **Un sondage indicatif, mais pour Notre Jura bernois, la campagne n'est pas terminée**

### **Même si le non se profile, la mobilisation doit être totale**

**Notre Jura bernois** accueille avec grand plaisir les résultats du sondage sur le scrutin du 24 novembre concernant l'avenir du Jura bernois. Avec grand plaisir parce que la voie du bon sens commence clairement à prévaloir auprès des citoyennes et citoyens. Les résultats de ce sondage permettent de constater une fois encore que ce qu'on appelle à tort « la question jurassienne » n'est une question que pour le canton du Jura et qu'elle a été tranchée depuis longtemps par les habitantes et habitants du Jura bernois.

Pour autant, l'euphorie n'est pas de mise. D'abord, les résultats de ce sondage pour la commune de Moutier sont inquiétants. Aux yeux de **Notre Jura bernois**, il convient désormais de mobiliser toutes les forces pour convaincre les citoyennes et citoyens de Moutier que leur commune aurait tout à perdre dans un vote favorable. Il est par exemple illusoire de penser que le maintien des deux hôpitaux de Delémont et de Moutier pourra être assuré en cas de oui et de rapprochement entre Prévôtois et Jurassiens. Il est notamment certain qu'un démantèlement de l'hôpital de Moutier serait inéluctable si Moutier devait, de manière isolée, entrer dans un processus de réunion avec le Jura.

Pour le reste, **Notre Jura bernois** n'entend pas limiter son engagement avant la votation du 24 novembre. Le combat en faveur d'un non massif et clair demeure aux yeux de **Notre Jura bernois**, la seule solution pour boucler définitivement le dossier dit de « la question jurassienne ». Une réponse très claire doit en effet permettre d'éviter quelque 10 ans de palabres inutiles, aux effets pervers tant pour l'économie régionale que pour la cohésion et même pour le maintien des bonnes relations et collaborations actuelles entre le Jura et le Jura bernois. **Notre Jura bernois** reste en outre convaincu qu'un processus de rapprochement provoquerait une hausse de la fiscalité, une baisse des prestations, la fermeture d'écoles et la suppression de nombreux services de proximité à la population.

De plus, l'enlisement programmé de ce dossier aurait sans conteste des effets pervers aussi sur la cohésion nationale, en lien notamment avec la problématique du bilinguisme.

Pour tous ces motifs, **Notre Jura bernois** continuera à s'engager sans faiblir dans la campagne jusqu'au 24 novembre et, si nécessaire, au-delà.

Jean-Pierre Graber et Virginie Heyer, coprésidents du comité Notre Jura bernois